

déjeuner-conférence

18/03/2014

La Suisse à la tête de la

compétitivité mondiale - Mystère ?

En septembre 2013, pour la cinquième année consécutive, le WEF - World Economic Forum - a couronné l'économie suisse comme étant la plus compétitive dans le monde.

La Suisse se situe également en tête du classement dans d'autres rapports sur la compétitivité, réalisés par l'OCDE, la World Bank ou la Commission européenne.

Comment la Suisse a-t-elle atteint cette place de premier de classe à l'Indice global de la compétitivité et comment la préserve-t-elle? Il est en effet important de souligner que ce n'est pas un coup d'éclat, mais une performance dans la durée.

Lorsqu'on se place au niveau des pays, le WEF définit la compétitivité comme un ensemble d'institutions, de politiques et de facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'une nation.

Avenir Suisse, le think tank économique bien connu, recense 7 facteurs de compétitivité :

- l'*environnement macroéconomique* (dont font partie le PIB/habitant, la dette publique, la balance des paiements courants, l'inflation)
- le *commerce international*, particulièrement important pour les petits pays et dont le succès se traduit par une balance commerciale positive
- l'*infrastructure*
- le *marché du travail*, en termes de disponibilité et de flexibilité
- la *stabilité politique* dont on sait à suffisance qu'à l'inverse de l'instabilité, elle stimule l'économie
- l'*innovation*
- la *formation* qui vise à ce que la demande de compétences soit satisfaite par l'offre.

■ Des indicateurs objectifs et mesurables

Pour pouvoir comparer des compétitivités, il importe d'abord d'en définir des indicateurs objectifs et mesurables.

Si on se place au plan microéconomique, c'est, pour une entreprise, la capacité à acquérir une position forte sur le marché et à s'y maintenir.

D'un point de vue macroéconomique, c'est la capacité du secteur productif d'une économie nationale à satisfaire la demande intérieure et étrangère, avec en arrière-plan l'objectif de permettre une progression du niveau de vie des résidents du pays.

Les pays compétitifs sont donc ceux qui vendent comparativement plus que les autres (à l'export comme à domicile) et augmentent durablement la richesse intérieure.

■ Les socles de la compétitivité

Pour établir son palmarès, le WEF va plus loin en prenant en compte une douzaine d'indicateurs.

Le premier socle de la compétitivité reprend deux éléments : la *qualité des institutions* et de l'*infrastructure*.



L'environnement institutionnel est déterminé par le cadre légal et administratif dans lequel les individus, entreprises et gouvernements interagissent afin de générer de la richesse.

Une infrastructure développée et efficace est essentielle pour garantir le bon fonctionnement d'une économie, puisqu'elle est un facteur déterminant pour le développement d'activités économiques et de certains secteurs particuliers dans le pays.

Une infrastructure bien développée réduit l'effet de distance entre les régions et contribue à l'intégration du marché national, permettant de le connecter avec d'autres pays et régions à des coûts avantageux.

Aux deux conditions de base sans lesquelles il ne peut y avoir de compétitivité, s'ajoutent ensuite 8 facteurs qui améliorent l'efficacité d'une économie :

- l'environnement macroéconomique (l'inflation, l'endettement public, la charge fiscale, etc.)
- la santé (pour limiter les coûts dus à l'absentéisme et améliorer l'efficacité du travail) et l'éducation générale (qui augmente l'adéquation du salarié avec les compétences liées aux postes offerts)
- l'éducation supérieure et la formation professionnelle, cruciales pour les économies qui veulent grimper dans la chaîne de valeur au-delà de processus et produits simples
- la performance dans le fonctionnement du marché
- un marché du travail performant et flexible
- la situation des marchés financiers
- la maturité technologique caractérisée par l'incorporation des nouvelles technologies ICT
- la taille du marché, ce qui, admettons-le, n'est évidemment le fort ni de la Suisse, ni de la Belgique si on se limite à leur marché intérieur.

Enfin, le 3ème socle de la compétitivité repose sur la "business sophistication" et l'innovation :

- la "business sophistication" selon le WEF comprend d'un côté la qualité du réseau global d'entreprises d'un pays et de l'autre la qualité de l'ensemble des stratégies et du mode opératoire de chaque entreprise dans un pays

1	1-2	2	2-3	3
Déterminé par conditions de base	Pays en transition	Déterminé par facteurs Améliorant l'efficacité	Pays en transition	Déterminé par l'innovation
		Pays émergents		Europe ouest

- l'innovation enfin, est le dernier, mais pas le moindre, indicateur de compétitivité, qui situe le niveau de développement d'une économie.

Le tableau ci-dessus situe les 3 niveaux de développement en fonction des groupes d'indicateurs de compétitivité décrits précédemment.

Très clairement, les pays leaders sont ceux dont l'économie est déterminée par l'innovation.

■ La compétitivité suisse

Sur la base de ces douze indicateurs et en cotant les pays sur une échelle de 0 à 7, la Suisse, à l'exception du critère "taille du marché", se situe au-delà de la moyenne des pays à économie déterminée par l'innovation.

A la base du succès actuel, figurent les indicateurs macroéconomiques qui sont excellents comme l'indique le tableau ci-dessous.

Celui-ci appelle différents commentaires.

Si les grands pays européens ont connu une croissance relative de leur dette publique

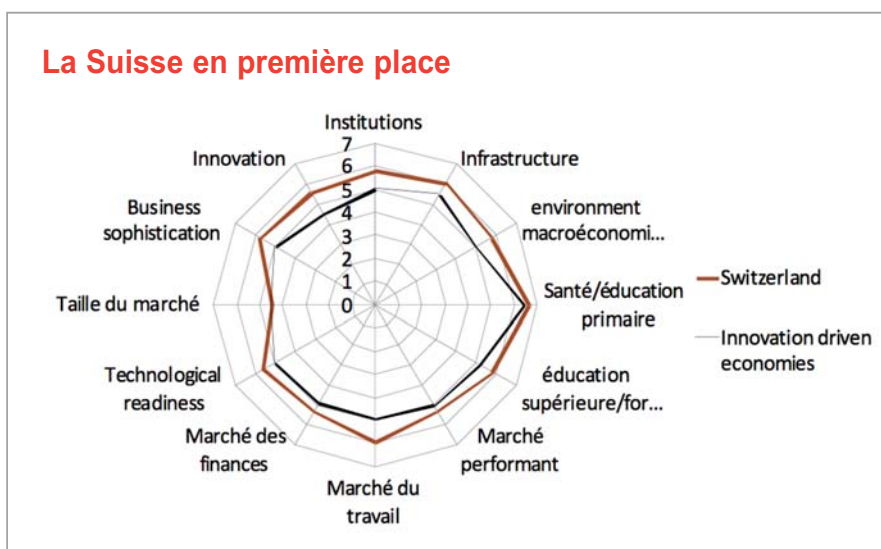
ces 20 dernières années, la Suisse a eu la sagesse d'instaurer un mécanisme de frein à l'endettement approuvé dès fin 2001 et appliqué dès 2003, soit bien avant la crise de 2008, si dommageable pour les finances publiques de nombreux Etats.

Il convient d'autre part, de remarquer que si une faible inflation des prix européens peut offrir des avantages en termes de compétitivité internationale, une trop faible inflation menace la dynamique de la croissance intérieure.

Si on analyse ce graphique "toile d'araignée" pour la Suisse, on constate qu'elle est particulièrement performante dans le domaine de la sophistication des entreprises, de l'innovation et du marché du travail (lequel se montre performant et flexible) - elle détient la 2ième place dans les trois domaines.

Des instituts de recherche parmi les meilleurs du monde font de la Suisse, en combinaison avec d'autres facteurs, un pays innovateur de premier rang.

La productivité est en outre augmentée



par des entreprises offrant des opportunités excellentes de formation continue dans le cadre du travail.

Les citoyens ainsi que les entreprises s'adaptent de manière proactive aux dernières technologies et sont soucieux de mettre en oeuvre les nouvelles technologies disponibles et d'en évaluer au plus vite les potentialités et les applications intéressantes.

Un des indicateurs où la Suisse surperforme est celui du marché du travail, grâce notamment à l'apprentissage par formation duale en entreprise et en école professionnelle, et à la politique de flexisécurité, ce dispositif social qui autorise une plus grande facilité de licenciement pour les entreprises tout en indemnisant mieux les salariés licenciés et en les aidant dans leur recherche d'un nouvel emploi.

Ceci va de paire avec une administration publique des plus performantes et transparentes. Des structures de gouvernance performantes garantissent à toutes les entreprises les mêmes opportunités de participation au marché à un coût raisonnable. L'état de droit et une justice indépendante sont également des facteurs déterminants.

■ Une pole position menacée ?

Une dernière question essentielle : la pole position de la Suisse est-elle menacée ?

Les changements de hiérarchie entre l'Espagne et l'Allemagne par exemple, incitent à la prudence et à l'étude en permanence des opportunités/menaces et des

forces/faiblesses pour un pays, comme cela se fait pour une entreprise.

François Baur pointe quelques domaines où la Suisse "peut faire mieux" :

- son secteur agricole fermé et hyper subventionné

Le secteur agricole de la Suisse est un des plus protégés au monde et crée des distorsions dans la politique commerciale très libérale de la Suisse. Seule la Norvège est encore plus restrictive concernant l'importation de produits agricoles. Ceci réduit l'ouverture du marché suisse et est un désavantage lors de négociations avec des pays émergents disposant d'un grand secteur agricole, pour trouver des accords favorables à l'industrie exportatrice. De plus, les instruments servant à atténuer les différences de prix par rapport à l'étranger (p. ex. «Schoggigesetz») en faveur de l'industrie de transformation suisse sont de plus en plus remis en question au plan international,

- un secteur des transports qui a atteint ses limites de capacités malgré des investissements faramineux dans des travaux comme les tunnels du Loetschberg et du Gothard ou dans l'infrastructure de transport public, notamment. Or les frais de transport ne sont que partiellement couverts par les utilisateurs. La Suisse doit trouver des solutions innovatrices à ce problème,

- une quote-part fiscale de 42 % si on inclut la caisse maladie et la caisse de pension obligatoire, ce qui est au-delà de la moyenne des pays OCDE,

- un système politique assez lent dont le plus récent exemple est la votation du 9 février dernier qui accorde 3 ans pour adapter la législation,

- une intégration insuffisante des femmes au marché du travail où elles n'occupent souvent que des postes à temps partiel et où leurs qualifications sont en général sous-utilisées,

- des dépenses de R&D privées orientées à 44% vers la chimie et le pharma, et donc trop peu diversifiées.

La menace de l'introduction d'un salaire minimum, évoquée par François Baur, a été entre-temps écartée, suite à son rejet par 76,3 % de la population lors du vote du 18 mai dernier sur l'initiative allant en ce sens.

Une des menaces les plus importantes est l'acceptation de l'initiative sur l'immigration en masse, qui risque de remettre en question les accords de libre circulation conclus avec l'UE.

François Baur rappelle notamment qu'actuellement, quelque 24% des postes de travail sont occupés par des étrangers et que la plupart des nouveaux venus sont hautement qualifiés (58% ont une éducation universitaire et seulement 22% une éducation primaire).

Inquiétude également pour la participation de la Suisse au programme cadre de la recherche Horizon 2020, pour l'accord à négocier sur l'électricité, ...

Le pire est l'incertitude qu'a provoquée cette décision, laquelle incertitude risque de freiner des investissements dans l'économie suisse à moyen terme.



Hôtel Plaza - 18 mars 2014

Photos © Nicolas Lobet



MM. Chr. Rapin, Fr. Baur, Ph. Kenel
et J-F. Richon
MM. D. Schaubacher et J. Bauwens



M. X. De Breucker
et M. l'Ambassadeur B. de Cerjat
Mme D. Lebel

Mme l'Ambassadrice E. Descarrega
MM. M. Vandendijk et S. Hirsbrunner



Mme B. Herry, MM. M. Dekeyser
et J-F. Richon
Mme G. Huybrechts

Mme E. Kameoka et M. Fr. Baur

